

Défendez les droits économiques, sociaux et culturels dans le monde

Le Réseau-Solidarité relaie en Europe les appels à la mobilisation internationale d'organisations latino-américaines, africaines et asiatiques. Ses membres interpellent entreprises et gouvernements. Sept fois sur dix, les choses bougent.



PARTICIPEZ A NOS CAMPAGNES DE LETTRES

En retournant ce coupon à :

Réseau-Solidarité
de la fédération Peuples Solidaires

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

ENGAGEMENT

Je participe aux actions de Réseau-Solidarité

en répondant à 5 appels par an

en répondant à tous les appels (entre 12 et 15 par an)

Merci de ne vous engager à ce niveau que si vous êtes sûr de pouvoir le faire.

Pour soutenir financièrement l'action de Réseau-Solidarité,

je joins un chèque de euros

Cette participation est facultative. Les dons à Réseau-Solidarité sont déductibles des impôts à hauteur de 60% (dans la limite de 20% du revenu imposable).

Date et signature

Je souhaite recevoir davantage d'informations sur Réseau-Solidarité.

du 11 avril
au 30 juillet 2006

ARRETONS L'HECATOMBE !

Il y a un an, le 11 avril 2005, l'usine textile de Spectrum-Shahriyar s'effondre au Bangladesh. La catastrophe cause la mort de 64 personnes, en blesse 74 - dont certaines resteront handicapées à vie - et laisse des centaines d'ouvriers sans ressources. Depuis, les victimes luttent pour leur dignité, faisant valoir leur droit à une indemnisation juste et durable. Elles demandent aussi que le nécessaire soit fait pour éviter d'autres drames, mais peinent à être entendues. Une série de nouveaux accidents meurtriers, survenus en février et mars 2006, vient malheureusement de démontrer tout le chemin qui reste à parcourir. Les organisations syndicales locales dénoncent "l'irresponsabilité et les négligences" de ceux qui organisent la filière (autorités publiques, exportateurs locaux, acheteurs internationaux) et sont décidées à obtenir des améliorations.

Symboliquement, elles ont choisi la date du 11 avril pour célébrer une "Journée internationale d'action pour la santé et la sécurité des travailleurs au Bangladesh". Elles en appellent à la solidarité internationale pour renforcer l'écho de leurs propositions.

Le jeudi 23 février 2006, environ 1 000 ouvriers sont à l'ouvrage dans l'usine de *KTS Textile Industries*, dans la ville portuaire de Chittagong. Vers 19h, un court-circuit électrique provoque un incendie. Dans un autre contexte, l'incident aurait pu n'avoir que des conséquences matérielles. Mais les locaux sont dépourvus de matériel incendie et les issues de secours sont fermées à clé. Pire encore : l'entrée principale est verrouillée intentionnellement après le départ du feu, pour empêcher les vols qui pourraient être commis à la faveur de la panique. Plus qu'un simple accident, les faits évoquent donc un comportement criminel. Le bilan

estimé est lourd : 63 décès (dont des jeunes filles de 12 à 14 ans) et environ 100 blessés.

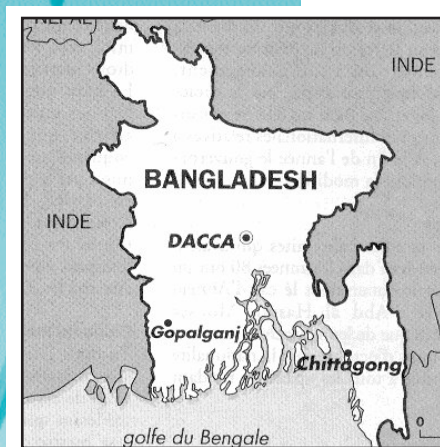
Deux jours plus tard, dans la matinée du samedi 25 février, l'immeuble *Phoenix Building*, situé dans la zone industrielle de Tejgaon à Dacca, s'effondre. Des travaux - apparemment effectués sans autorisation - destinés à convertir les derniers étages en hôpital privé, sont en cause. Le bâtiment abritait *Phoenix Garment*, une unité de production textile en cours de déménagement. Mais cette fois-ci, les principales victimes (22 morts, 50 blessés) sont les ouvriers de la construction et les passants.

145 morts en moins de deux semaines

Toujours le 25 février, à Chittagong, 57 travailleurs du Groupe industriel Imam sont blessés suite à l'explosion d'un transformateur électrique. Là encore, l'étroitesse des issues est pointée du doigt.

Enfin, le soir du lundi 6 mars, un incendie éclate au troisième étage de l'usine textile *Sayem Fashion*, localisée à Gazipur (35 km de Dacca). Les 1 500 ouvriers en poste à ce moment-là n'ont qu'un seul escalier pour sortir, encombré par des cartons. Dans la panique, trois femmes sont tuées.

Cette série noire n'est pas un phénomène isolé au Bangladesh. Ces accidents complètent une liste qui ne cesse de s'allonger : 53 morts à *Choudhury Knitwear* en 2000, 24 à *Maico Sweater* en 2001, 9 à *Misco Supermarket building* en 2004, 23 à *Shan Knitting* et 64 à *Spectrum* en 2005... D'après une étude récente du *Bangladesh Institute for Labour Studies*, 130 travailleurs de l'industrie textile ont



10, quai de Richemont - 35000 Rennes
tél. : 02 99 30 60 52
fax : 02 99 30 39 30
e-mail : reseau-solidarite@peuples-solidaires.org
Site : www.peuples-solidaires.org/reseau-solidarite

POUR EN SAVOIR PLUS

De l'Éthique sur l'étiquette

Le collectif *De l'éthique sur l'étiquette* regroupe 40 ONG, syndicats et mouvements de consommateurs, qui agissent en faveur du respect des droits de l'Homme au travail dans le monde, notamment dans la filière textile.

De l'Éthique sur l'étiquette fait partie du réseau européen *Clean Clothes Campaign*.

Le Comité de Pilotage est animé par : le Comité Catholique de lutte contre la Faim et pour le Développement (CCFD) ; la Confédération Consommation, Logement et Cadre de Vie (CLCV) ; la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) ; la Fédération Artisans du Monde ; l'Association Léo Lagrange pour la Défense des Consom-mateurs ; la Fédération Peuples Solidaires.

www.ethique-sur-etiquette.org

Une campagne internationale

Les actions de soutien aux organisations du Bangladesh se déroulent dans plusieurs pays d'Europe.

Plus de détails sur l'ensemble du dossier et des mobilisations prévues sur le site de la *Clean Clothes Campaign* :

www.cleanclothes.org

Autres sites francophones à consulter :

Campagne Vêtements Propres (Belgique) :

www.vetementspropres.be

Déclaration de Berne (Suisse) :

www.ladb.ch

ECRIVEZ !

Par lettre : vous pouvez découper le modèle ci-contre ou le recopier en l'adaptant à votre style. Envoyez votre courrier à l'adresse indiquée dans la lettre, sans oublier d'inscrire vos coordonnées et de signer.

Affranchissement : 0,90

Délai de réaction : dès réception, mais pour donner plus d'ampleur à la campagne, vous pouvez la diffuser jusqu'à fin juillet 2006.

été tués à leur travail en 2005 et 480 ont été blessés.

Face à de telles tragédies, les organisations du Bangladesh se mobilisent. Dans l'urgence, elles établissent des listes des victimes, alertent leurs partenaires internationaux, interpellent les multinationales qui s'approvisionnent dans les usines et font pression sur leur gouvernement.

A plus long terme, les syndicats⁽¹⁾ ont fait, depuis avril 2005, une série de demandes. Ils exigent tout d'abord que les victimes soient indemnisées de manière décente. Celles de *Spectrum* ont par exemple reçu des aides d'urgence, mais rien n'est acquis concernant les compensations durables auxquelles elles ont droit, même si un fonds spécial est en cours de création⁽²⁾. Suite aux accidents les plus récents, les organisations locales insistent sur le fait que toutes les victimes doivent être indemnisées et les responsables traduits en justice.

Faire appliquer la loi

Bien souvent, l'application de la législation locale en matière de sécurité constituerait déjà une réelle avancée. Une autre revendication porte donc sur la création d'un mécanisme efficace de contrôle des bâtiments : les autorités et les acheteurs internationaux devraient inspecter les bâtiments et sanctionner les entreprises où de graves anomalies sont constatées (issues de secours cadenassées, absence de matériel incendie, absence de procédures d'évacuation...). Pour superviser ce programme, les syndicats demandent la création d'un comité international et indépendant de contrôle.

Enfin, améliorer durablement et concrètement la situation passe par une plus grande transparence - les syndicats demandent aux autorités des enquêtes publiques sur les accidents - et, bien entendu, l'instauration d'un dialogue social avec les organisations locales.

Le 11 avril, les syndicats organisent une série d'actions publiques dans le pays sur le thème de la santé et de la sécurité (marches, conférences de presse, chaînes humaines, rassemblements avec des chandelles). C'est le point d'orgue d'une mobilisation qui s'inscrit dans la durée. Afin de renforcer leurs demandes, elles souhaitent que la pression internationale soit exercée sur le gouvernement.

(1) Parmi lesquels la *National Garment Workers Federation* (NGWF)

(2) A l'initiative de l'entreprise *Zara Inditex* et de la *Fédération internationale des Travailleurs du Textile, de l'Habillement et du Cuir* (FITTHC).

Date :

Begum Khaleda Zia
Honorable Prime Minister
Government of the People's Republic of
Bangladesh
Office of the Prime Minister
Old Airport Road, Tejgaon
Dhaka-1000
Bangladesh

Dear Prime Minister ,

I've been informed by the *De l'éthique sur l'étiquette (French Clean Clothes Campaign)* of four recent tragic incidents at Bangladeshi garment factories.

I call upon you to immediately follow-up on these demands made in line with international standards:

- provide compensation for families of the workers who died and free medical treatment and minimum compensation for each injured worker.
- see that any workers whose workplaces are closed due to these tragedies are paid a full salary for the duration that their workplaces are closed.
- full, impartial, and transparent investigation and follow-up into the causes of these incidents; including bringing those responsible for these tragedies to justice.
- impose a penalty for those factories that continue to lock exits during working hours
- inspect all garment factories for compliance with minimum standards related to structural/building regulations, health, and safety. Cancel the licences of those that do not implement these standards.
- ensure the right to organize and bargain collectively, appointment letter and minimum wage in the entire sector.

Sincerely,

Signature :



Traduction

Madame la Première Ministre,

J'ai été informé par De l'éthique sur l'étiquette de quatre accidents tragiques récents dans des usines textiles du Bangladesh.

Je vous demande de bien vouloir donner suite à ces demandes, basées sur les normes internationales :

- fournir une indemnisation minimale à chaque famille des défunts, ainsi que des traitements médicaux gratuits, et des indemnisations à chaque travailleur blessé ;
- s'assurer que chaque travailleur dont le lieu de travail doit être fermé suite à ces tragédies continue à recevoir un salaire complet aussi longtemps que son usine reste fermée ;
- faire une enquête approfondie, impartiale et transparente sur les causes de ces accidents et traduire les responsables en justice ;
- imposer une amende aux usines qui continuent à fermer les sorties pendant les heures de travail
- inspecter toutes les usines de textile afin de vérifier qu'elles respectent les normes minimales imposées par les lois en matière de bâtiment/construction, de santé et de sécurité. Retirer les licences de celles qui ne respectent pas ces normes.
- faire respecter le droit d'association et de négociation collective, le droit à un contrat de travail et au salaire minimum dans tout le secteur.

(Salutations)